

Jabin T. Jacob*

***CHINE ET INDE : DEUX PUISSANCES
ÉMERGENTES ANTAGONISTES***

L'essor économique de la Chine et de l'Inde fait partie des thèmes les plus récurrents de la dernière décennie. Le reste du monde conçoit de grandes attentes devant la croissance et le développement des deux pays du monde les plus peuplés. On espère que la réussite de la Chine et de l'Inde – deux pays encore en développement, encore largement pauvres – qui sont parvenus à élever leurs populations, à améliorer leur santé, leur éducation et leurs conditions matérielles, contribuera au bien-être général du monde entier. Pour le monde développé et en développement, c'est la promesse de marchés, moteurs de leur propre croissance économique. En outre, pour les pays en développement, la Chine et l'Inde offrent des alternatives aux niveaux économique et politique, d'une nature différente de celles qui étaient à leur disposition, après leur libération du colonialisme, dans un monde dominé par la Guerre froide.

Aussi importants que soient les espoirs suscités par l'essor de la Chine et de l'Inde et immenses les avantages potentiels qu'on puisse en attendre, les relations entre les deux pays doivent aussi faire partie des facteurs clés pour analyser si ces espoirs fructifieront ou seront démentis. Les inclinations et les ambitions de l'un vis-à-vis de l'autre sont tout aussi importantes pour l'avenir du reste du monde.

Au cœur du problème : un conflit frontalier

La Chine et l'Inde ont eu une relation assez curieuse (en termes réalistes) tout de suite après avoir obtenu leur Libération et gagné leur Indépendance, en 1949 et 1947 respectivement. Ces deux grands pays, de civilisation ancienne et dont l'histoire est marquée par l'influence qu'ils exercent auprès de leur voisinage étendu (l'Inde peut-être encore plus que

* Jabin T. Jacob est chargé de recherche, Institute of Peace and Conflict Studies (IPCS), New Delhi - email: jabin@ipcs.org.

la Chine) ont adopté une politique qui envisageait avec optimisme leurs relations mutuelles. Cette politique se fondait sur leur histoire récente commune, marquée par les souffrances endurées du temps du colonialisme et de l'impérialisme ; ils ont donc pensé qu'il leur suffirait d'œuvrer main dans la main pour débarrasser le monde de ces deux fléaux. En l'occurrence, le libéralisme du Premier ministre indien Jawaharlal Nehru heurtait de front le réalisme chinois, très maoïste, qui visait à annuler rapidement les « injustices » engendrées par un « siècle d'humiliation ». Les actions engagées à ce propos passaient par l'affirmation du contrôle chinois sur le Tibet, que la Chine paracheva en 1950 et qui a alarmé les responsables politiques indiens. Néanmoins, la fiction de leur amitié a continué jusqu'à ce que le Dalaï Lama s'enfuit du Tibet en 1959 et se réfugie en Inde. Nehru n'avait guère d'autre choix que d'accueillir le jeune chef tibétain mais cela a donné à penser aux Chinois que les Indiens étaient eux aussi des réalistes, déterminés à contenir l'expansion de la Chine. Avant longtemps, les deux nations étaient engagées, dès 1962, dans un conflit bref et sanglant au sujet de leur frontière litigieuse¹.

Le différend frontalier plonge ses racines dans la période coloniale britannique et dans le « Grand Jeu » géopolitique. On a cherché alors à faire du Tibet un tampon entre l'Inde britannique et la Russie, sans se préoccuper de l'avis des Chinois. Le différend porte sur deux grandes zones – le nord-est de l'Inde et l'Inde du nord-ouest. La Convention de Simla de 1914 impliquait les Britanniques, la Chine et les Tibétains, mais l'accord final entre la Grande-Bretagne et le Tibet - alignement de la frontière entre le Tibet et l'Assam appelé la Ligne McMahon -, n'a jamais été reconnu par la Chine. Aujourd'hui encore, ce désaccord se poursuit avec la revendication chinoise des quelque 90 000 km² du territoire sous contrôle indien qui couvre la province de l'Arunachal Pradesh, appelé par les Indiens « le secteur oriental du différend ».

A la suite du conflit de 1962, la Chine a réussi à affirmer son contrôle sur quelque 38 000 km² de territoire situés au nord-ouest de l'Inde, appelé « Secteur Occidental » – à l'origine le point le plus contesté du litige. Cette zone, appelée Aksai Chin par les Indiens et considérée comme partie de la province de Jammu-et-Cachemire, a été l'origine du casus belli entre l'Inde indépendante et la Chine communiste, le jour où les Indiens ont découvert, dans les années 1950, que les Chinois avaient construit une route qui la traversait pour relier Kashgar, au Xinjiang, à Lhassa, au Tibet. Aujourd'hui, le différend s'est déplacé vers l'Arunachal Pradesh, que les Chinois appellent « le sud du Tibet », et qui comprend la ville monastère de Tawang, lieu de naissance du sixième Dalaï Lama².

Les négociations autour de la frontière contestée ont été engagées en décembre 1981 et les Indiens ont refusé une « offre globale » similaire à

celle que le Premier ministre chinois Zhou Enlai avait faite à Nehru avant 1962. Cet accord prévoyait que les Indiens accèdent aux revendications chinoises sur le Secteur Occidental, tandis que les Chinois acceptaient que l'Arunachal Pradesh tombe sous contrôle indien. Plus tard, les Indiens ont exigé de résoudre le différend secteur par secteur, ce qui a alors encouragé les Chinois à prendre une position maximaliste dans chaque secteur contesté, et explique l'agressivité des Chinois concernant Tawang. Les négociations frontalières ont quelque peu avancé, notamment avec les traités de 1993, 1996 et 2005 ; elles ont été confiées depuis 2003 à un niveau supérieur de Représentants Spéciaux. En tout, entre 1981 et 1987, ont été organisés huit cycles de négociations transfrontalières, 14 séries de réunions du Groupe mixte de travail entre 1988 et 2003 et, en août 2009, 13 rounds de pourparlers s'étaient déjà déroulés entre les Représentants Spéciaux.

Les relations sino-indiennes dans le siècle asiatique

Le conflit de 1962 entre la Chine et l'Inde fut de courte durée, mais a marqué la psyché de la direction politique, administrative et militaire indienne. Partis pour entretenir des relations amicales, motivées par le désir de changer conjointement en bien le monde, les deux géants d'Asie sont entrés dans une ère de « paix froide ». Pendant cette période, les Indiens ont essayé d'empêcher les Chinois de poursuivre leurs ambitions mondiales et leur planification stratégique. Ce qui ne gênait guère les Chinois, plus préoccupés par leurs bouleversements internes, par le « révisionnisme » soviétique, la question de Taiwan, la réémergence du Japon et, bien sûr, l'hégémonie américaine. Alors que les relations diplomatiques étaient rétablies, à la fin des années 1970, et que le Premier ministre indien Rajiv Gandhi rendait en 1988 à la Chine une visite marquant un progrès majeur, ce n'est que dans les années 1990, après la fin de la guerre froide, suite à l'ouverture économique et à la libéralisation de l'Inde, que leur relation a commencé à s'améliorer, tant au plan politique qu'économique.

Cependant, cette relation a souffert lorsque l'Inde devint une puissance nucléaire en 1998 et quand le Premier ministre indien Atal Behari Vajpayee, dans une lettre au président américain Bill Clinton, accusa indirectement la Chine d'être la cause de l'initiative indienne. New Delhi, disait-il, n'avait pas le choix, compte tenu de l'assistance militaire conventionnelle et nucléaire offerte au Pakistan par la Chine³. L'entrée de l'Inde dans le club des nations nucléaires a joué un grand rôle dans la réorientation de l'attitude chinoise envers l'Inde. Pékin a semblé comprendre qu'elle avait, à ses frontières, une puissance trop grande pour qu'on puisse l'ignorer ou la contenir par le simple truchement du Pakistan. L'Inde estimait que la Chine était une menace pour ses intérêts stratégiques et elle se sentait l'envie – et

la capacité – de le lui signifier. Si l'aspect politique de cette réorientation a émergé lentement, les changements économiques sont rapidement devenus évidents.

Relations économiques : des liens toujours plus étroits ou chacun se sent toujours plus à l'étroit !

De quelques centaines de millions de dollars au début des années 2000, le commerce a explosé pour atteindre environ 60 milliards de dollars en 2010, ce qui fait de la Chine le plus important partenaire commercial de l'Inde⁴. L'essor de cette relation commerciale a fait naître beaucoup d'espoirs dans les deux pays comme dans le monde : ces deux pays seraient en mesure de gérer leurs différences et de vivre en paix. Ces espérances ont donné naissance à l'expression « le siècle asiatique ». A travers les seuls chiffres, la relation commerciale bilatérale permettait effectivement de croire en cette promesse, même si l'Inde n'était pas, et de loin, le partenaire commercial le plus important de la Chine. Toutefois, les problèmes sont rapidement apparus. Après avoir eu un excédent commercial avec la Chine, l'Inde souffre désormais d'un déficit croissant, atteignant actuellement 16 milliards de dollars⁵. En outre, le commerce est asymétrique, car l'Inde exporte notamment des matières premières, - minerais de fer et autres minéraux -, alors qu'elle importe de Chine surtout des produits manufacturés⁶.

L'industrie indienne s'est inquiétée d'une relation si inégale. L'Inde a décliné les demandes chinoises d'un accord commercial préférentiel entre les deux pays et les associations patronales indiennes se sont plaintes de barrières non tarifaires érigées par la Chine, sous la forme de prix et mécanismes de régulation opaques⁷. Dans le même temps, les entreprises chinoises se sont émues d'être discriminées par rapport aux autres investisseurs étrangers en Inde, lors des appels d'offres sur les grands projets indiens⁸. Les agences de sécurité indiennes, conduites par le ministère de l'Intérieur, traitent avec suspicion les entreprises chinoises qui cherchent à investir en Inde, même dans le secteur des infrastructures vitales où les entreprises indiennes ne sont manifestement pas à la hauteur⁹. Par ailleurs, les citoyens chinois demandeurs de visas subissent les tracasseries de l'administration indienne, ce qui rend d'autant moins paisibles les relations commerciales entre les deux pays.

Aggravation des tensions à la frontière

Particulièrement depuis 2006, des « incidents » éclatent régulièrement le long de la ligne de contrôle effectif (« *Line of Actual Control* », LAC) entre les deux pays. Il s'agit notamment de prétendues « incursions » chinoises à l'intérieur de la LAC. Au vu des soupçons qui prévalent en Inde sur la

Chine, ces incidents font les gros titres des médias et sont considérés comme des signes d'agressivité chinoise ou de sa mauvaise volonté envers l'Inde. Un certain nombre de facteurs expliquent la flambée des tensions à la frontière entre les deux parties. D'une part, l'avance – détenue par la Chine quant au développement des infrastructures autour des zones frontalières – s'amenuise car l'Inde développe ses propres projets dans ces zones. Après la défaite de 1962, l'Inde a suivi une politique bornée consistant à laisser délibérément dans un état de sous-développement ses zones frontalières avec la Chine. L'absence de routes convenables, même pour permettre un mouvement militaire, a été rationalisée au prétexte qu'elle rendrait plus difficile aux Chinois d'attaquer à nouveau l'Inde. Cette politique a été inversée récemment grâce à la rapide croissance économique indienne, dont les excédents sont utilisés pour développer les infrastructures routières, nettement insuffisantes dans l'ensemble du pays. En même temps, une vision plus réaliste de la menace militaire chinoise a émergé dans les cercles dirigeants indiens, étant donné l'avancement de sa technologie et la révolution dans ses affaires militaires, de même qu'en raison des politiques énergiques de développement économique engagées par la Chine dans sa région occidentale, y compris au Tibet.

La Stratégie de Développement de la Chine occidentale (*Xibu Da Kaifa*) comprend aussi la construction et l'amélioration d'infrastructures physiques, telles que les routes et les moyens de communication le long de la LAC. La Chine a de bonnes raisons d'engager ce développement car les périphéries souffrent d'un retard considérable par rapport au reste du pays. Les autorités chinoises locales nourrissent en effet l'espoir que ces infrastructures pourraient promouvoir le commerce avec les pays trans-frontaliers. Il en a été de même de la frontière indo-tibétaine, entre le Sikkim et le Tibet¹⁰, comme l'a montré en juillet 2006 la réouverture au commerce du Nathu La. Cette route commerciale traditionnelle avait été fermée à la suite du conflit de 1962. Néanmoins, la construction d'infrastructures étendues dans les régions éloignées obéit également à des objectifs militaires. C'est d'ailleurs cet aspect – le développement des infrastructures chinoises au Tibet – qui ne cesse d'inquiéter les stratèges indiens, et qui a poussé l'Inde à répondre du tac au tac.

Les troupes indiennes sont maintenant en mesure d'accéder à certaines parties de la LAC et pour des durées plus longues qu'auparavant. Ce qui ne manque pas de déclencher des démêlés avec leurs homologues chinois. Puisque la frontière n'a pas été encore définie, ni délimitée, et puisqu'il n'existe aucun accord entre les deux parties, même sur une LAC commune, ces affrontements n'ont rien de surprenant et l'on devrait en fait s'attendre à une aggravation, étant donnée la meilleure accessibilité des deux côtés. On peut même craindre une plus forte fréquence des affrontements, ne serait-ce

que pour montrer sa force et sa présence et/ou exercer des pressions, si et lorsque les négociations frontalières entre les deux parties en viendront à la détermination précise des positions au sol ou aux échanges territoriaux. En outre, toute une série de considérations géopolitiques externes pourrait également tenter chaque côté de faire monter les enchères le long de la LAC.

La croissance des informations diffusées par les médias télévisés, particulièrement en Inde, explique aussi l'augmentation des rapports d'incidents de frontière. Ceux-ci sont sans doute signalés plus fréquemment et plus rapidement que par le passé en raison du nombre de chaînes d'informations 24/24, 7/7, ainsi que l'intérêt croissant des Indiens pour leur grand voisin. La montée en puissance de la Chine, et la conviction que l'Inde et les États-Unis sont à long terme les seuls adversaires de la Chine, ont fourni aux Indiens en général, et à leurs responsables politiques, militaires et médias d'information en particulier, une nouvelle façon d'observer la Chine et de penser à son sujet.

Relations indo-américaines : la Chine de plus en plus inquiète

La proximité croissante entre l'Inde et les États-Unis commence à affecter les relations sino-indiennes. Comme la Chine, les États-Unis se sont mis à prendre l'Inde plus au sérieux après ses essais nucléaires de 1998. Bien que, comme les Chinois, les Américains aient été prompts à critiquer les tests et à prendre des sanctions, l'administration Clinton a tout de suite déclenché les pourparlers Strobe Talbott-Jaswant Singh sur le nucléaire entre les deux pays, et Bill Clinton a même rendu visite à l'Inde, en 2000. Les discussions Talbott-Singh, initiées au cours du mandat gouvernemental de l'Alliance Démocratique Nationale (NDA) conduite par le parti de Bharatiya Janata (BJP), ont finalement abouti – pendant la première année du gouvernement indien de l'Alliance Progressiste Unie (UPA) conduite par le Congrès (I) – à l'accord indo-américain de 2005 sur le nucléaire civil.

Les relations sino-indiennes connurent un autre changement majeur après l'annonce en 2005 de l'accord indo-américain sur le nucléaire civil. À la suite des essais nucléaires indiens de 1998, Pékin s'est vite remis des accusations de l'Inde à son encontre, peut-être parce que son allié, le Pakistan, avait répliqué aux essais indiens, mais l'accord indo-américain est une autre paire de manches. La Chine qui avait assidument essayé de se positionner au sein du système mondial comme une « partie prenante responsable¹¹ », en essayant de se conformer aux normes et lois internationales, a été interloquée par l'attitude si désinvolte des États-Unis envers ces mêmes lois, que la Chine avait été sommée par eux de respecter. Alors que le président américain Bush pensait que l'Inde méritait ce

traitement de faveur en raison de son passé impeccable de non-prolifération, les Chinois ne tolèrent aucune exception, en particulier à l'égard d'un rival potentiel dans sa région, et ce d'autant plus que l'un de ses plus proches alliés, le Pakistan, se sent menacé par cette « injustice ». Les Chinois en l'occurrence avaient un peu trop vite oublié leur propre passé de prolifération nucléaire en faveur du Pakistan, et l'attitude américaine semblait confirmer dans leur esprit que les États-Unis étaient déterminés à contenir la Chine par une stratégie d'encerclement.

L'Inde ne pouvait s'empêcher d'afficher un certain triomphalisme de sa proximité croissante avec les États-Unis, proximité qu'accroissaient également les craintes quant à l'essor de la Chine et sa rapide modernisation militaire. Cette bonhomie entre les États-Unis et l'Inde a entraîné l'adhésion de l'Inde à la Communauté des démocraties, instituée à Varsovie en 2000 et, en 2007, à l'éphémère Initiative Quadrilatérale (IQ) qui impliquait des exercices entre les forces navales des États-Unis, de l'Inde, de l'Australie et du Japon. Les Chinois étaient si furieux de la nature manifestement antichinoise de la IQ qu'ils engagèrent des démarches auprès des quatre pays concernés¹². Plus tard, les Chinois tentèrent aussi de saboter l'accord nucléaire indo-américain au moyen du *Nuclear Suppliers Group* (Groupe des fournisseurs nucléaires) à Vienne en août 2008¹³. Les États-Unis et l'Inde ont, quant à eux, augmenté leurs interactions dans le domaine militaire¹⁴ et encouragé des jumelages entre entreprises américaines et indiennes dans le secteur de la défense, destinées à croître dans le cadre du *Next Steps in Strategic Partnership* (NSSP), signé en 2005.

Ce faisant, les Chinois se sont montrés plus conciliants envers les intérêts indiens, comme en témoigne leur reconnaissance en 2003, enfin, de la fusion en 1975 du Sikkim avec l'Inde¹⁵. Ils semblent désormais étalonner leurs relations avec l'Inde en fonction de l'évolution des relations indo-américaines, comme leur opposition à l'accord sur le nucléaire de Vienne, comme l'accord nucléaire qu'ils auraient signé avec le Pakistan, pour faire pendant à l'accord indo-américain¹⁶.

L'indéfectible alliance sino-pakistanaise : une épine dans le pied de l'Inde

Tout comme le rapprochement indo-américain inquiète les Chinois, « l'amitié à toute épreuve » entre la Chine et le Pakistan contrarie les Indiens. Cet étroit partenariat impliquait que les Chinois fourniraient le Pakistan en armes conventionnelles et nucléaires pendant les années 1980 et 1990 et apporteraient leur soutien à la position du Pakistan sur le Cachemire. Sur ce dernier point, le soutien s'avère modéré depuis 1990 – même si les ventes d'armes conventionnelles continuent¹⁷ – les relations sino-indiennes se sont améliorées sitôt la fin de la guerre froide, comme l'attestent les deux grands traités sino-indiens¹⁸. En décembre 1996, le

président chinois Jiang Zemin a prononcé devant l'Assemblée nationale pakistanaise sa célèbre recommandation : « Efforcez-vous de régler vos différends dans un esprit de conciliation, en mettant de côté vos différences¹⁹ ». Lorsqu'en 1999 le conflit de Kargil éclata entre l'Inde et le Pakistan, les Chinois ont affiché une position ostensiblement neutre, contrairement à leur attitude passée, où ils avaient au moins diplomatiquement soutenu le Pakistan.

La décision de la Chine visant à équilibrer ses relations avec l'Inde et le Pakistan avait peut-être beaucoup à voir avec sa propre ascension internationale qui, comme mentionné plus tôt, l'obligeait à respecter les règles internationales car elle ne pouvait plus être considérée comme facteur de prolifération en faveur du Pakistan. Compte tenu du renforcement économique de l'Inde, la Chine pourrait aussi avoir calculé qu'il serait astucieux d'améliorer les relations avec l'Inde afin d'en obtenir aussi un bénéfice économique. Autre facteur éventuel : le succès des politiques de développement économique dans ses provinces occidentales, y compris au Tibet, exigeait de tisser des liens avec l'Inde, avec laquelle le Tibet était historiquement lié : les produits en provenance de toute la Chine pourraient accéder ainsi à l'Inde à travers le Tibet.

Pourtant, on pourrait faire valoir que ses relations avec le Pakistan sont importantes pour la Chine pour des raisons non spécifiques à l'Inde. Les Chinois ont intérêt à préserver la sécurité de leurs approvisionnements énergétiques en Asie occidentale sans avoir à s'inquiéter de la domination de l'Inde dans l'océan Indien et des Américains dans les mers de Chine orientale, par où passe la plupart de leurs importations de pétrole. D'où le soutien chinois au développement du port de Gwadar dans la province pakistanaise du Baloutchistan ; d'aucuns en Inde et aux États-Unis soupçonnent qu'il pourrait servir aussi de base navale à la Chine, dans le cadre de son « collier de perles » d'avant-postes navals dans la région de l'Océan Indien, destiné à contenir l'Inde²⁰. En effet, les positions indiennes changent trop lentement ; en mars 2008, des vagues de protestations ont déferlé au Tibet contre le gouvernement chinois, à la veille des Jeux olympiques de Pékin, et les liens indo-américains sont de plus en plus étroits : tout cela provoque la résurgence du sino-pak. De plus, la Chine a récemment, semble-t-il, repris une posture plus agressive sur la question du Cachemire, et ses fonctionnaires parlent de contester un Cachemire sous administration indienne, tout en restant muette sur sa position vis-à-vis d'un Cachemire sous administration pakistanaise²¹.

Les Chinois s'inquiètent aussi de l'influence et de la propagation de l'islam radical en provenance du Pakistan dans la minorité musulmane de sa province rétive du Xinjiang. Les investissements chinois et leurs intérêts commerciaux au Pakistan ont aussi augmenté au cours de la dernière

décennie, et il arrive souvent que ses ressortissants soient tués ou enlevés dans ce pays²². Cela donne aux Chinois encore plus de sujets d'inquiétude et de bonnes raisons de maintenir ouvertes les lignes de communication et actifs leurs leviers d'influence à Islamabad. En outre, avec la possibilité du retour des Talibans en Afghanistan, suite au début du retrait des troupes américaines en 2011, les Chinois devront compter sur les Pakistanais pour exercer une quelconque influence à Kaboul.

Piètre consolation pour New Delhi qui s'efforce aussi de mettre un pied en Afghanistan et essaie de s'y préparer à un scénario post-américain ; ses intérêts y entreront inévitablement en conflit avec ceux des Pakistanais et, par extension, des Chinois.

Concurrence d'un côté...

La Chine et l'Inde ont des économies en croissance rapide, donc de gros intérêts en termes de sources de matières premières et de marchés mondiaux. Comme on s'attend aussi à ce qu'elles contribuent davantage à résoudre les problèmes du monde, ces deux nations seront de plus en plus obligées de prêter attention et développer leur intérêt pour des régions plus éloignées, tout en prenant position sur plus de questions qu'auparavant. Dans l'état actuel des relations bilatérales, cela signifie que la concurrence se développera entre la Chine et l'Inde car la poursuite de leurs intérêts nationaux les mettra nécessairement en conflit. C'est déjà le cas en Asie du sud où la Chine joue le rôle de plus grand partenaire commercial pour presque tous les pays de la région ; l'influence politique qui s'ensuit commence à inquiéter l'Inde. En Asie centrale, les Chinois, en raison de liens physiques, ont déjà une longueur d'avance pour colporter à la fois leurs biens et leur influence.

Toutefois, l'Inde commence aussi à regarder au-delà de son voisinage immédiat et de ses préoccupations, pour s'intéresser à l'Asie du sud (sous la forme de la politique *Look East* (Regardons vers l'Est), initiée au début des années 1990, et aux républiques d'Asie centrale. Cette orientation se manifeste dans la façon dont l'Inde a changé sa politique de soutien au mouvement pour la démocratie au Myanmar : elle est passée à un « engagement constructif » avec la junte militaire, changement occasionné par le désir de contrer l'influence croissante de la Chine dans ce pays²³. L'Inde se met aussi à tendre la main au Japon et au Vietnam, traditionnellement méfiants envers les intentions chinoises dans cette région ; dans le cadre du développement de ses relations avec les États-Unis, elle a participé à des exercices militaires conjoints, au voisinage immédiat de la Chine – dans la région de l'océan Pacifique²⁴.

La Chine et l'Inde sont également entrées en concurrence pour accroître

leurs marchés et leur influence dans les PEVD, notamment en Afrique et en Amérique latine. L'Afrique fournit une intéressante étude de cas des différences et des similitudes des approches en politique étrangère des deux géants asiatiques, eux qui parcourent le continent en quête de matières premières. Les deux pays ont aussi des programmes d'aide importants, qui opèrent sur le continent noir avec des méthodes parfois très différentes de celles des donateurs occidentaux. Autant les entreprises publiques que privées des deux pays sont également fortement impliquées en Afrique, pour donner aux Africains de plus en plus d'options et stimuler l'essor économique de ce continent.

Ces incursions chinoises et indiennes au-delà de leurs frontières respectives sont d'autant plus importantes qu'elles constituent des exemples, donnés par chaque pays, non seulement de leurs modèles économiques respectifs, mais aussi de leurs modes de gouvernance et de responsabilité. Alors qu'on parlait d'une concurrence entre le Consensus de Washington et le Consensus de Pékin, on pourrait bien voir émerger à l'avenir une compétition entre les modèles chinois et indiens de gouvernance économique et politique.

...Et coopération pourtant aussi, de l'autre.

Cela ne veut pas dire que les relations entre la Chine et l'Inde ont été ou seront encore un cas absolu d'occasions manquées et de « conflit larvé²⁵ ». Au contraire, l'Inde, pas moins que la Chine, est consciente des périls de relations trop étroites avec les États-Unis. La génération actuelle des décideurs - ainsi que la suivante, sinon deux - est nourrie de soupçons envers la superpuissance mondiale actuelle. La politique étrangère de l'Inde, du fait de sa tradition d'indépendance de pensée et d'action - dont des innovations comme le non-alignement - a une tendance naturelle à suivre la cadence de sa propre musique. Cela implique de persévérer à prendre la parole au nom du Tiers Monde et de faire cause commune avec, entre autres, la Russie et la Chine. Ainsi, l'Inde fait partie de ces groupes de pays dont les ambitions sont grandes - même s'ils ne sont pas toujours très efficaces - comme l'alliance trilatérale entre la Russie, l'Inde et la Chine, ainsi que les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine).

Il est un domaine où la coopération entre la Chine et l'Inde a prouvé son efficacité : le changement climatique. Lors du Sommet de Copenhague, en décembre 2009, les pays du BASIC (Brésil, Afrique du Sud, Inde et Chine) - le Brésil et l'Afrique du Sud autant que les autres - ont réussi à repousser l'ambitieuse proposition européenne et à conclure une entente avec les Américains²⁶. Étant donné que ces deux pays feront partie des principales victimes des effets du changement climatique et de la pénurie de ressources, il est logique qu'ils unissent leurs efforts dans des domaines

allant de l'agriculture au développement de sources d'énergie renouvelables.

Les coopérations impliquant leurs forces militaires pourraient être encore plus cruciales pour maintenir la stabilité des relations sino-indiennes. Comme ces deux pays sont en pleine modernisation de leurs armées respectives, leurs nouvelles capacités risquent de susciter des inquiétudes dans les capitales de l'un et de l'autre ou dans leur voisinage. Ils seraient donc avisés d'unir leurs forces dans des opérations de maintien de la paix, avec ou sans mandat de l'ONU, des opérations de secours humanitaire et de secours aux victimes de catastrophes, ainsi que de lutte anti-piraterie. Actuellement, aucune de ces possibilités n'a été suffisamment utilisée, même si les troupes chinoises et indiennes font partie des opérations de maintien de la paix de l'ONU, alors que des catastrophes naturelles frappent régulièrement l'Asie. Alors que les deux nations sont engagées dans des opérations anti-piraterie au large des côtes de la Somalie, elles le font sans aucune coordination.

*

La Chine et l'Inde semblent en être à un stade où s'est épuisé l'élan initial – commencé dans les années 1990 – de redécouverte mutuelle et de reprise des contacts, de même que toute bonne volonté et désir d'accommodation. Bien que les deux pays – lors de la visite du président chinois Hu Jintao en Inde, en novembre 2006 – se soient déclarés en faveur d'un « partenariat stratégique et coopératif pour la paix et la prospérité », ils conservent une forte suspicion mutuelle.

La politique étrangère de l'Inde, malgré la réorientation massive de certains aspects – comme en témoigne la relation indo-américaine naissante – ne parvient toujours pas à évoluer quand il s'agit de la Chine, du fait d'autorités sécuritaires braquées sur le passé et d'une mauvaise connaissance de la Chine par les citoyens indiens. En outre, pour les deux pays, le grand espoir placé dans l'économie, censée être assez forte pour les rapprocher en dépit des freins politiques, semble plutôt déplacé. Dans le même, la Chine n'arrive pas à se débarrasser de sa dépendance à l'égard du Pakistan ni à surmonter ses craintes d'encerclement par les États-Unis. Dans ce dernier cas, malgré l'expression d'espoirs contraires, Pékin semble croire que New Delhi ne pourra pas éviter de devenir un simple pion, manipulé par les Américains contre la Chine. Cela empêche la Chine, ou lui enlève l'envie, de prendre les décisions nécessaires pour que New Delhi ait confiance dans un partenariat sino-indien constructif.

Du fait de leur émergence autant économique que politique et de changements importants dans l'environnement géopolitique, la Chine et l'Inde doivent trouver de nouveaux moyens de résoudre leur différend frontalier si ancien et d'améliorer sensiblement leurs relations. « Il y a assez

de place dans la montagne pour plus d'un tigre » et les deux pays ne seront pas en mesure de réaliser des progrès et un développement durables s'ils restent empêtrés dans cette concurrence. Il n'y aura jamais de « siècle asiatique » si deux des plus grandes nations du continent restent méfiantes et incapables de travailler ensemble pour le plus grand bien collectif du monde.

Notes :

¹ Sur ce différend et ce conflit, voir Neville Maxwell, *India's China War*, 3^e édition. (Dehra Dun: Natraj Publishers, 1997). Pour lire des récits du conflit du point de vue de militaires indiens à la retraite – de nouveau très critiques des autorités politiques et militaires – voir Brig (er) J. P. Dalvi : *Himalayan Blunder* (Bombay: Thacker & Co. 1969) et du Général (er) D. K. Palit : *War in High Himalaya: Indian Army in Crisis*, 1962 (Londres : Hurst 1991). Pour connaître le point de vue chinois, voir Liu Xuecheng, *The Sino-Indian Border Dispute and Sino-Indian Relations* (Maryland : Lenham, 1994).

² Sur le Secteur Oriental du conflit et sur les raisons du revirement de la Chine, voir Jabin T Jacob, « Beyond the McMahon Line », in Jaideep Saikia (éd.), *Frontier in Flames: North East India in Turmoil* (New Delhi: Penguin, 2007), pp. 170-85.

³ « Nuclear Anxiety; India's Letter to Clinton on Nuclear Testing, » New York Times, 13 mai 1998, <http://www.nytimes.com/1998/05/13/world/nuclear-anxiety-indian-letter-to-clinton-on-the-nuclear-testing.html?pagewanted=1?pagewanted=1>.

⁴ « India – China Bilateral Trade to Touch \$ 60 Billion », *CII News Update*, Confédération du Patronat Indien, 19 août 2010.

⁵ « A Look at Sino-Indian Trade Relations » *China Briefing*, 1^{er} octobre 2010, www.china-briefing.com/news/2010/10/01/a-look-at-sino-indian-trade-relations.html.

⁶ De Pallavi Aiyar, « For a formidable economic engagement across the Himalayas, » *Hindu*, 10 janvier 2008, <http://www.hindu.com/2008/01/10/stories/2008011055671100.htm>.

⁷ « India should not rush into FTA with China: FICCI », *Centad*, 19 octobre 2007. http://www.centad.org/tradenews_458.asp.

⁸ Saibal Dasgupta, « Chinese firms face discrimination in India: trade official », *Times of India*, 30/08/2006, <http://timesofindia.indiatimes.com/articleshow/1937694.cms>.

⁹ Pourtant la Chine continue de fournir le plus grand nombre des machines et équipements industriels de l'Inde. « A Look at Sino-Indian Trade Relations », *China Briefing*, 1^{er} octobre 2010, <http://www.china-briefing.com/news/2010/10/01/a-look-at-sino-indian-trade-relations.html>.

¹⁰ Pour plus d'informations sur la réouverture de Nathu La dans le contexte tant des relations sino-indiennes que de leur politique intérieure, cf. Jabin T Jacob, « The Qinghai-Tibet Railway and Nathu La – Challenge and Opportunity for India », *China Report* (New Delhi), Vol. 43, No. 1, janvier 2007, pp. 83-87.

¹¹ Expression utilisée pour la première fois par le Sous-secrétaire d'État américain Robert Zoellick en septembre 2005, dans son allocution devant la Commission Nationale sur les Relations sino-américaines à New York.

¹² De Siddharth Varadarajan, « Four-power meeting drew Chinese démarche », *Hindu*, 14 juin 2007, <http://www.thehindu.com/2007/06/14/stories/2007061410501500.htm>.

¹³ Pour plus d'informations sur cet incident, cf. Jabin T. Jacob, « Behind the Stonewall », *Indian Express*, 11 septembre 2008, <http://www.indianexpress.com/news/Behind-the-stonewall/359970/>.

¹⁴ Les manœuvres militaires sino-américaines sont plus régulières et se déroulent avec une plus forte intensité que tout autre exercice sino-indien. Alors que les deux géants asiatiques ont organisé des exercices navals conjoints en 2003, puis en 2005, les deux armées ont mis en scène deux exercices conjoints de lutte contre le terrorisme en 2007 et 2008, avant de les annuler en 2009. Le sentiment, au moins du côté indien, c'est que

ces manœuvres étaient des séances de photos plus que des exercices sérieux. Sur ce sujet, voir. Jabin T. Jacob « Sino-Indian Counter-Terror Cooperation: Contradictions Aplenty, » Institute of Peace and Conflict Studies, Article No. 2809, 13 février 2009, http://www.ipcs.org/article_details.php?articleNo=2809.

¹⁵ Quand la Chine a concédé que le Sikkim ferait partie de l'Inde, elle a préparé le terrain à la réouverture finale du comptoir de commerce du Nathu La à la frontière.

¹⁶ Mark Hibbs, « The Breach » *Foreign Policy*, 4 juin 2010, http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/06/04/the_breachhttp://www.foreignpolicy.com/articles/2010/06/04/the_breach.

¹⁷ John W. Garver, « The Restoration of Sino-Indian Comity Following India's Nuclear Tests », *China Quarterly*, No. 168, décembre 2001, p. 866.

¹⁸ Il s'agit ici de l'Accord sur le Maintien de la Paix et de la Tranquillité le long de la Ligne de Contrôle Effectif (sept.1993) et de l'Accord sur les Mesures de Confiance dans le domaine Militaire le long de la Ligne de Contrôle Effectif (nov.1996).

¹⁹ Jiang Zemin, « 5^{ème} Discours du Président Jiang Zemin de la République Populaire de Chine à Islamabad, Pakistan, le 2 décembre 1996 », *China Report*, 1^{er} mai 1997, Vol. 33, No. 2 1997: 248-252.

²⁰ Cette expression est une invention américaine qui a recueilli un énorme succès populaire en Inde pour décrire les noirs desseins de la Chine contre l'Inde. Sur ce sujet, voir. Jabin T Jacob, « Not India's Ocean: Perceptions of Chinese Presence in the Indian Ocean », Centre d'études Asie, 22 octobre 2009.

http://www.centreasia.org/media/files/Paper_Not_Indias_Ocean_Perceptions_of_Cinese_Presence_in_the_Indian_Ocean.pdf

²¹ C. Raja Mohan, « China Watch: A New Challenge, » *Indian Express*, 31 août 2010, <http://www.indianexpress.com/story-print/674711/>.

²² Pour plus d'information sur cet aspect, cf. Jabin T. Jacob, « Chinese Strategic Interests in Pakistan Occupied Kashmir », in P Stobdan and D Suba Chandran (éds.), *The Last Colony: Muzaffarabad-Gilgit-Baltistan* (Jammu : Center for Strategic and Regional Studies (CSRS), Université de Jammu, 2008), pp. 147-51.

²³ Voir de Subhash Kapila, « India-Myanmar Strategic Partnership: Indian Imperatives », South Asia Analysis Group Papers, No. 197, 6 février 2001, <http://www.southasiaanalysis.org/papers2/paper197.htm> and C. Raja Mohan, « Embracing Myanmar: India's Foreign Policy Realism », *RSIS Commentaries*, 2 août 2010, <http://www.rsis.edu.sg/publications/Perspective/RSIS0862010.pdf>.

²⁴ Par exemple, l'Inde, les États-Unis et le Japon ont organisé des manœuvres navales conjointes au large des côtes d'Okinawa au Japon. De P. S. Suryanarayana, « India-U.S.-Japan naval exercises », *Hindu*, 21 avril 2009, Manu Pubby, « MoD clears joint amphibious exercise at US base near China », *Indian Express*, 22 septembre 2010, <http://www.indianexpress.com/electioncomments/mod-clears-joint-amphibious-exercise-at-us-base-near-china/685653/>.

²⁵ Cette expression a été utilisée par John W. Garver pour décrire l'histoire des relations sino-indiennes actuelles. Cf. son ouvrage, *Protracted Contest: Sino-Indian Rivalry in the Twentieth Century* (Seattle: University of Washington Press, 2001).

²⁶ Cependant, comme dans le cas de l'OMC, où il ne s'est agit que d'une coopération occasionnelle (à cause de leurs différences de structure économique), entre les deux géants asiatiques, il est à craindre que le changement climatique constitue encore une question où la coopération pourrait ne pas durer.